

Céline BRACONNIER

À plusieurs voix Ce que les entretiens collectifs *in situ* peuvent apporter à la sociologie des votes*

RÉSUMÉ

Distincts des *focus groups* comme des entretiens menés en face à face, les entretiens collectifs *in situ* n'ont pas encore trouvé leur place dans le répertoire des outils à la disposition des chercheurs en sciences sociales. À partir d'une expérience de recherche en sociologie électorale, notre objectif est ici de souligner la spécificité des données produites dans ce cadre et leur particulière adéquation à la prise en compte des déterminants contextuels des comportements individuels. Interrogés ensemble dans les espaces où ils ont l'habitude de se retrouver, les conjoints, les amis, les collègues, les voisins assument dans les entretiens collectifs des comportements politiques qu'ils taisent dans d'autres situations d'enquête. Mais ils donnent aussi et surtout à voir les relations qu'ils entretiennent entre eux et les processus d'influence, de pression, d'entraînement électoral qu'elles peuvent alimenter. On dispose donc là d'un instrument adapté à la compréhension de ce que recouvre notamment, aujourd'hui, la dimension collective de l'acte de vote.

Puisque « les gens votent en groupes » (Lazarsfeld, Berelson et Gaudet, [1944] 1968), le vote constitue une pratique autant collective qu'individuelle dont on ne saurait comprendre les ressorts profonds sans s'intéresser aux environnements dans lesquels les électeurs évoluent au quotidien. On a là l'une des conclusions les plus anciennes et les mieux établies de la sociologie électorale (Siegfried, [1913] 2003 ; Tingsten, 1937 ; Berelson, Lazarsfeld et Mac Phee, 1954), ce qui n'a pas empêché ceux qui revendiquent une filiation lazarsfeldienne, aux États-Unis notamment, d'occuper longtemps une position marginale dans le champ des études électorales. Le recours de plus en plus fréquent, à partir des années 1950, à la méthode du sondage atomistique et la diffusion d'une conception du vote comme acte individuel produit sur un mode individuel expliquent en grande partie cette relégation de longue durée. Aujourd'hui en pleine effervescence, l'analyse contextuelle du vote réactive cependant l'héritage de l'École de Columbia. Elle complète avantageusement l'analyse sociologique dite par « les variables lourdes », qui, du fait de la taille souvent réduite des échantillons à partir desquels elle raisonne et faute

* Je remercie les membres du comité de rédaction de la *Revue française de sociologie* pour leurs remarques précises et précieuses, dont j'ai essayé de tenir compte dans cette version du texte.

de mettre en œuvre des variables plus fines, n'est plus toujours en mesure de donner accès à l'ensemble des déterminants sociaux du vote et conclut donc parfois trop hâtivement à leur disparition. En outre, ce type d'approche interroge le rôle joué par les propriétés sociales incorporées des électeurs, quand l'approche contextuelle établit ce qui, dans leurs pratiques de vote, peut être imputé aux groupes, aux entourages, aux milieux, aux microenvironnements dans lesquels ils évoluent en tant qu'ils constituent des « configurations de stimuli » (1) susceptibles de jouer un rôle dans l'actualisation ou la neutralisation des prédispositions. Le langage des variables n'étant pas le plus adapté à la compréhension de la manière dont les milieux produisent leurs effets sur les individus, le déplacement est aussi méthodologique et passe par l'adoption d'un dispositif d'enquête qui permette au chercheur d'appréhender les interactions interindividuelles supports de ces configurations (Lahire, 1996).

Les sondages localisés et les échantillons boules de neige mis en œuvre originellement par Lazarsfeld et ses collègues de Columbia (Berelson, Lazarsfeld et Mac Phee, 1954 ; Katz et Lazarsfeld, 1955) ont occupé, au cours des vingt dernières années, une place de choix parmi les méthodes investies pour appréhender les électeurs dans leurs contextes. S'ils sont aujourd'hui complétés par les expérimentations en laboratoire, le recours à d'autres méthodes qualitatives pour tant disponibles en sciences sociales, et dont on peut penser qu'elles sont particulièrement adaptées, peine à s'imposer (2). Avec pour effet paradoxal que les analyses contextuelles, qui cherchent notamment à établir les effets des processus d'influence interpersonnels sur le vote, les appréhendent surtout comme des mécanismes psychologiques de stimulation dont les logiques sont établies sans tenir compte, par exemple, des propriétés sociales des individus les exerçant ou les subissant. Une sorte de dé-contextualisation des contextes s'opère alors (Braconnier, 2010). De même le risque inhérent à ce type de dispositif est-il d'imputer des comportements aux seules situations provoquées et observées dans le laboratoire, à l'exclusion de la prise en compte des facteurs explicatifs de temps long et des configurations toujours complexes de stimuli auxquels les électeurs sont exposés hors du laboratoire. Enfin, la question du contenu des échanges de nature politique auxquels se livrent les citoyens et auxquels on attribue la capacité de porter les processus d'influence demeure en dehors de l'interrogation, soit qu'on leur demande d'évaluer la fréquence de leurs conversations politiques en postulant que chacun s'entend sur le sens et la réalité que recouvre le terme, soit que l'on suscite des échanges entre inconnus sur des thèmes dont on ne sait pas quelle place ils occupent dans leur vie quotidienne (3).

On voudrait donc plaider ici en faveur d'une appréhension multiméthode des comportements électoraux qui soit ouverte à d'autres données qualitatives

(1) Pour reprendre la terminologie de par exemple, MacAllister *et al.* (2001), McKenzie Agnew (1996). (2004) ou Zuckerman (2005).

(2) Même si nombre de spécialistes anglo-saxons des contextes ne cessent, depuis quelques années, d'appeler à leur développement. Voir, (3) C'est le principe même des *focus groups*, auxquels ne se résument pas les entretiens collectifs.

Céline BRACONNIER

que celles recueillies « sous verre », et, parmi elles, aux entretiens collectifs *in situ*. Ils consistent à interroger ensemble des individus qui soit font « groupe » (par exemple, un couple, des amis proches, une fratrie), soit entretiennent des relations plus ou moins fortes mais effectives en dehors de l'entretien (des voisins qui se connaissent, des copains d'enfance, etc.). La dimension artificielle de la situation d'enquête provient alors de l'intrusion de l'enquêteur, mais pas du face-à-face entre les enquêtés, même quand celui provoqué le jour de l'entretien l'a été par le chercheur. En cela, l'entretien collectif *in situ* se distingue du *focus group* tel qu'il est le plus souvent mis en œuvre dans l'analyse du politique, qui met face à face des inconnus en laboratoire (4). Sans pour autant croire que l'on atteint par là ce qui serait la réalité des conversations ordinaires que les enquêtés entretiennent entre eux, du moins se donne-t-on les moyens d'appréhender de façon réaliste les schèmes qui structurent leurs discours (Gamson, 1992). Le fait que les entretiens se déroulent là où ils ont l'habitude de se parler participe aussi de la définition d'une situation d'enquête dont les cadres qu'elle offre à la prise de parole sont au plus près de ceux que ménage le quotidien (Hollander, 2004, p. 614). Un tel dispositif favorise, enfin, l'impulsion d'une dynamique conversationnelle relativement autonome. Initiés par des questions adressées à tour de rôle aux enquêtés, les entretiens visent d'abord à obtenir d'eux qu'ils racontent par le menu, l'un devant l'autre, leurs trajectoires individuelles – familiale, scolaire, résidentielle, professionnelle. Les questions visant à cerner le rapport qu'ils entretiennent à la politique en général et au vote en particulier ne sont posées que dans un second temps. Mais elles sont alors adressées à tous « à la volée », dans le but de transférer au groupe la distribution des tours de parole (5). L'enquêteur adopte ainsi une position d'observateur des relations que des proches entretiennent entre eux dans le cadre d'un échange sur la politique qui pourra révéler, entretenir ou produire du sens commun, de l'identité collective, un sentiment d'appartenance, d'incompétence susceptibles ensuite d'être pris en compte dans la phase explicative des enquêtes électorales.

Si les entretiens collectifs *in situ* se distinguent des *focus group*, ils se distinguent donc tout autant des entretiens réalisés en face à face. La coconstruction de la situation d'enquête ne ménage pas la même place centrale aux enquêteurs dès lors que les ajustements discursifs s'y produisent aussi – et par moments surtout – en direction du ou des partenaires habituels de discussion.

(4) Pour une présentation synthétique en langue française, voir Duchesne et Haegel (2008). Les *focus groups*, dans leur version classique, mettent face à face, le temps d'un débat imposé par des animateurs sur un thème donné, des individus qui ne se connaissent pas. Lefebvre (2011) regrette avec raison que le terme au départ utilisé pour désigner ce dispositif d'enquête en laboratoire ait fini par s'étendre, dans le monde anglo-saxon, à la désignation de toutes les situations d'entretiens

collectifs, y compris celles se déroulant dans des cadres naturels (*natural settings*), dont les fondements épistémologiques sont pourtant fort différents.

(5) Voir Carton (1985). Certains chercheurs (par exemple, Barker, 1997 ; Taze, 2008) s'efforcent d'ailleurs à disparaître physiquement de la situation d'entretien, pour ne subsister qu'à travers la matérialité d'un enregistreur captant les discussions de proches fonctionnant alors de façon quasi autonome.

Revue française de sociologie

Or, mentionnés au détour de phrases dans des papiers consacrés aux entretiens en général, mais dont le modèle sous-jacent demeure celui de l'entretien individuel, jusques et y compris quand les chercheurs les ont eux-mêmes pratiqués (6), les entretiens collectifs n'ont pas encore trouvé leur juste place dans la gamme des outils ayant suscité une réflexion épistémologique en sciences sociales.

C'est progressivement et sur le terrain que nous avons, pour notre part, découvert l'intérêt heuristique présenté par ce type d'entretiens. L'enquête que nous avons initiée au tournant des années 2000, avec Jean-Yves Dormagen, dans un quartier populaire de Saint-Denis, où il s'agissait d'analyser les comportements électoraux des habitants, est, pour nous, celle de la découverte de l'objet électoral et de l'expérimentation méthodologique tous azimuts (Braconnier et Dormagen, 2007). Les entretiens collectifs nous y sont d'abord plus imposés par certains individus ne se déplaçant qu'en groupes que véritablement sollicités pour des raisons scientifiques. Prenant souvent la forme de discussions informelles que l'on provoque en déambulant dans l'espace public, ils sont à la fois riches en informations sur les liens que les habitants entretiennent entre eux et révélateurs du partage des rôles qui s'établit entre et au sein des groupes ainsi identifiés. Le fait que certains résidents par ailleurs peu disert prennent la parole dans ce cadre, même en adoptant une position de retrait, incite également à penser que ce contexte conversationnel pourrait être investi de façon plus systématique pour recueillir la parole des moins prédisposés à la prendre (Mauger, 1991).

Alors que l'enquête se poursuit à Saint-Denis, la transposition de ce dispositif de recherche localisé, en profondeur et de longue durée, dans un quartier bourgeois de la capitale, à partir de 2007 (7), donne lieu à une exploitation plus raisonnée de ce qui nous apparaît désormais comme un outil dont les particularités méritent d'être exploitées plus systématiquement. Deux enquêtes réalisées dans le Val-d'Oise et quelques communes de départements limitrophes, en 2009 et 2010, avec des étudiants de l'université de Cergy-Pontoise, sur les rapports ordinaires au politique en famille et au travail incluent la réalisation d'entretiens collectifs au sein de groupes d'interconnaissance (collègues et parents) résidant dans des quartiers pavillonnaires réunissant toutes les fractions de la classe moyenne. En multipliant ce type d'entretiens, on se convainc notamment qu'il faut nuancer l'idée largement répandue dans la littérature sur les *focus groups* selon laquelle la forme collective des dispositifs d'enquête serait d'autant plus adaptée que les ressources culturelles et langagières des enquêtés seraient minces (8). En réalité, dans tous les milieux sociaux évoluent des meneurs, des suiveurs et

(6) Par exemple, Mauger (1991) et Darras (2006). laboratoires de recherche, le CRPS (université Paris 1), l'IRISES (université Dauphine), le CURRAP (université d'Amiens) et le CEPEL (université Montpellier 1).

(7) Dans le cadre du programme de recherche « Pour une analyse écologique des comportements électoraux » (PAECE), soutenu par l'ANR, et dont sont parties prenantes quatre

(8) Par exemple, Darras (2006), Haegel et Garcia (2011).

Céline BRACONNIER

des individus plus ou moins prédisposés à jouer le jeu des enquêtes. Et la distance au rôle étant plus marquée dans les catégories les mieux pourvues en capitaux scolaire et culturel, la présence d'un tiers aux côtés de l'enquêteur offre l'avantage de contenir la mise en scène de soi dans des limites compatibles avec le rôle que chacun des partenaires de discussion endosse dans ses interactions habituelles avec l'autre. En d'autres termes, si l'intérêt qu'il y a à en faire ne se décline pas partout de façon identique, l'entretien collectif peut aider à produire des données utiles pour la compréhension des comportements dans tous les milieux sociaux (9).

« Je est un autre »

C'est d'abord parce que chaque méthode produit des biais qui lui sont propres qu'il est sans doute toujours pertinent de faire varier les outils d'analyse dans l'appréhension d'un fait social. On peut ainsi tenter de neutraliser les effets non voulus produits par chacun et améliorer la compréhension par cumul de données produites selon des modalités variées (Webb *et al.*, 1966). Établie de longue date comme une condition de la valeur scientifique des enquêtes tant historiques que sociologiques, la nécessité, par exemple, de diversifier les sources et de les recouper n'est pourtant pas encore vraiment reconnue en matière d'analyse du vote. Celle-ci repose essentiellement sur ce que des individus extraits de leurs contextes pour être intégrés dans des échantillons représentatifs nationaux acceptent de révéler – ou sont en mesure de révéler – sur ce que sont ou sur ce que furent leurs comportements politiques. Or, d'une part, les citoyens se connaissent très mal eux-mêmes en tant qu'électeurs, d'autant plus mal que le rapport qu'ils entretiennent au politique est « oblique » (10). Sans même évoquer ceux qui ne votent pas faute d'être inscrits sur les listes électorales ou ceux qui sont les plus intermittents dans leur pratique électorale, les votants les moins intéressés par la politique, qui sont aussi les moins diplômés, les plus pauvres et les plus jeunes, sont dans l'incapacité de reconstituer leurs propres trajectoires de vote une semaine après s'être rendus aux urnes (Clausen, 1968-1969 ; Weir, 1975 ; Braconnier et Dormagen, 2008).

L'on sait, d'autre part, que les citoyens peuvent dissimuler leurs comportements politiques. Tout comme la sexualité ou d'autres comportements relevant de l'intimité, les votes font partie des sujets sensibles dont il peut se révéler difficile de parler en public. Toutes les opinions, attitudes ou pratiques

(9) Au total, ce sont 37 entretiens collectifs produits au cours de ces quatre enquêtes sur lesquels nous prendrons appui ici pour plaider en faveur de la diffusion de cet outil, notamment en sociologie électorale.

(10) Voir Hoggart ([1957] 1970) et Schwartz (1991). Le rapport à la politique est considéré

comme « oblique » quand il rend compte d'une distance marquée à l'égard de la politique institutionnelle assortie d'un certain scepticisme qui préserve l'estime de soi dans la gestion de domaines que l'on estime avoir peu de chances de maîtriser.

Revue française de sociologie

politiques ne sont pas pareillement soumises à ce risque de la dissimulation, qui varie notamment avec l'intensité de la norme politique dominante au sein des environnements dans lesquels les enquêtés évoluent (Linz, 1969). Toutefois, autant que sa réalité, c'est la perception subjective du contenu de cette norme qui peut se révéler décisive. Noëlle-Neumann et les chercheurs qui ont, depuis ses travaux fondateurs, cherché à comprendre la logique d'alimentation d'une « spirale du silence » gênant l'expression publique des positions (Noëlle-Neumann, 1974) ont ainsi montré que les individus étaient d'autant moins disposés à les assumer qu'ils les percevaient comme minoritaires (Oshagan, 1996 ; Scheufele et Moy, 2000 ; Scheufele, Shanahan et Lee, 2001). Et Goulet (2010) a récemment énoncé l'hypothèse de mises en forme conjoncturelles des opinions dans l'espace public du voisinage qui rendraient davantage compte de tactiques d'évitement de tensions avec les « animateurs de discussion » que de positions stables, produits d'intimes convictions (11). Notre hypothèse est que la situation d'enquête elle-même, en dessinant des contextes conversationnels où dominent les liens forts, devient, en quelque sorte, libératoire, si elle offre à la parole un cadre susceptible de neutraliser les effets de censure portés par les environnements plus larges.

Enrayer la « spirale du silence »

Certains comportements politiques sont très largement sous-déclarés dans l'ensemble d'une société donnée, à une époque donnée. Ce fut le cas du vote en faveur des partis communistes dans l'Italie et la France d'après la Seconde Guerre mondiale. Pour avoir survécu dans la clandestinité sous l'Occupation et pour affronter l'anticommunisme virulent aiguillonné par l'allié américain à la fin des années 1940, les soutiens du Parti communiste ne se déclarent pas aisément au grand jour. Et c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les électoralistes, dans ces deux pays, sont alors très rétifs à l'utilisation de la méthode des sondages – déjà généralisée aux États-Unis, mais encore peu diffusée en Europe – et lui préfèrent toujours le recours aux données beaucoup plus fiables de l'écologie électorale (Dogan et Rokkan, 1969).

Aujourd'hui, c'est d'abord et avant tout le vote en faveur du Front national que l'on peine à connaître – malgré le nombre important d'études qui lui sont consacrées –, du fait de la réticence de ceux qui le pratiquent à déclarer leur comportement. Fortement stigmatisées, ces voix associées à des attitudes racistes et autoritaires demeurent donc largement impénétrables. Pire : les biais liés à la sous-déclaration, comme l'a montré Lehingue (2003), mènent sans doute à une appréhension erronée des contours de l'électorat frontiste. Là où les données de sondages, après redressement, laissent deviner des électeurs fortement politisés et stables dans leur comportement, l'analyse écologique dessine plutôt, autour d'un petit noyau effectivement politisé, un électorat particulièrement volatil, dont une grande partie serait faiblement

(11) Sur ce point, voir également Billing (1989).

Céline BRACONNIER

politisée et alternerait vote en faveur d'un candidat du FN, abstention, et vote en faveur de la droite classique (12). De même, là où les données de sondages dessinent un électorat plutôt masculin, conquis par les accents de virilisme des discours des leaders frontistes (le vote FN serait même le seul où subsisterait en France un « *gender gap* »), les données ethnographiques nuancent le tableau, suggérant que les électrices pourraient bien être plus sensibles aux normes sociales dominantes, donc plus rétives à se déclarer, mais pas pour autant moins praticiennes du vote FN.

Nos enquêtes localisées et de longue durée montrent aussi que ces différentes catégories d'électeurs frontistes, quand elles finissent, dans la durée, par confier à l'enquêteur leur comportement, ne le font pas dans les mêmes circonstances. Les plus politisés le font souvent sur le mode du secret révélé en face à face. Ils font sentir à l'enquêteur qu'il a bien mérité de sa persévérance et que cette révélation qu'ils lui font finalement vaut son pesant d'or. Ils sont plutôt fiers de leur vote, et n'éprouvent manifestement aucune gêne, jusques et y compris lorsqu'ils habitent les quartiers populaires, devant l'universitaire qui les interroge et dont ils ont pourtant toutes les raisons de croire qu'il ne partage pas leur point de vue. Ce n'est pas la peur qui les fait dissimuler le leur dans les premiers temps de l'enquête, mais bien plutôt le refus de se laisser dicter leur comportement par l'enquêteur. C'est finalement le renversement du rapport ordinaire de domination entre enquêteur et enquêté qui rend possible la prise de parole : devenus maîtres de la situation d'enquête, alors qu'ils imposent le moment, le lieu et les règles du déroulement de l'entretien, ces électeurs nous parlent plus facilement de leurs choix. Ceux-là sont aussi ceux qui fréquentent les conseils de quartier, où ils font entendre leur voix discordante mais sûre, manifestement insensibles aux remarques ou regards réprobateurs qui accueillent leurs interventions dans ces arènes. C'est parmi ceux-là, on peut le supposer, que les instituts de sondages trouvent aussi les électeurs qui alimentent les données brutes de leurs échantillons.

Mais les autres, ceux qui ne répondent pas, les femmes notamment, à qui échappent parfois des invectives mais qui refusent systématiquement les questionnaires et les entretiens en face à face, trop intrusifs, ou bien, si elles les acceptent, résistent au point de ne rien livrer d'elles qui pourrait mettre sur la voie d'une vague orientation politique, ceux-là peuvent-ils être amenés à se livrer davantage si l'on modifie les conditions de déroulement de l'enquête ? C'est en tout cas ce que suggèrent et les données écologiques et les données d'entretien collectif recueillies au cours de nos différents terrains.

La confrontation des données de sondages localisés et des données écologiques met déjà en évidence des variations locales de la sous-déclaration. Comme Linz l'a souligné dans les années 1960 (Linz, 1969), ces variations

(12) Le redressement des données brutes, qui consiste à amplifier, dans un échantillon, le poids des électeurs ayant effectivement déclaré leur vote de façon à ce qu'il atteigne celui effectivement obtenu par ce vote au cours des derniers scrutins, revient à survaloriser les caractéristiques sociodémographiques des électeurs déclarant, dont on peut pourtant légitimement penser que, précisément, elles ne sont pas les mêmes que celles des électeurs dissimulant.

Revue française de sociologie

renvoient aux « biais contextuels » qui constituent en réalité autant d'éléments à prendre en compte dans l'explication des comportements électoraux puisqu'ils indiquent certaines caractéristiques des environnements dans lesquels les pratiques politiques sont adoptées et qui pèsent sur elles. Aussi la norme politique dominante à l'échelle nationale pèse-t-elle sans doute beaucoup moins, dans la réticence à révéler son vote, que celle dominante dans les environnements où les individus évoluent au quotidien et où ils sont interrogés. C'est également ce que laissent penser les travaux réalisés par les géographes britanniques au cours des dernières années, qui, par le biais du recours aux méthodes statistiques multiniveaux, établissent que l'échelle microenvironnementale – celle du voisinage immédiat – est celle à partir de laquelle s'établit la norme localement dominante la plus efficace en matière d'orientation des comportements individuels (13). On peut donc raisonnablement penser que cette échelle est aussi celle où la norme produit ses effets de censure les plus forts, ce que les travaux les plus récents consacrés à la « spirale du silence » laissent également supposer (Oshagan, 1996 ; Scheufele et Moy, 2000). Et l'on peut considérer qu'un individu qui refusera de répondre aux questions d'un enquêteur l'interrogeant dans le quartier où il réside pourra être moins réticent à le faire ailleurs, par exemple sur son lieu de travail, si son vote est davantage conforme à ce qu'il perçoit comme étant, dans ce cadre, la norme dominante ou tout au moins un comportement plus acceptable.

Les travaux relevant d'approches localisées mettent sur la voie du repérage d'effets de seuil au-delà duquel un vote devient dicible alors qu'il ne l'est pas en-deçà. Rivière (2009) montre que, dans les zones pavillonnaires de la métropole caennaise où le vote FN est ancien et constant même s'il reste minoritaire, les électeurs déclarent leur vote plus facilement que là où il est plus faible et soumis à de fortes variations en fonction des scrutins. Sans surprise, l'enquête PAECE montre également que le vote en faveur de la droite classique est beaucoup mieux assumé dans le 16^e arrondissement, où il est quasi monopolistique, et dans le centre de Paris, où il fut longtemps dominant et demeure légitime, que dans les quartiers populaires de la banlieue rouge, où voter en faveur de l'UMP n'est pas tellement plus facile à assumer que voter en faveur de l'extrême droite (14). S'il peut y avoir ici un effet « diplôme » – on assume d'autant plus facilement ses « opinions » que l'on dispose d'un niveau de diplôme élevé, de l'assurance sociale et du sentiment de compétence qui l'accompagnent, largement répandus dans le 16^e arrondissement et dans le Marais, beaucoup moins à Saint-Denis –, l'effet de seuil n'en est pas pour autant neutralisé. Simplement, il se pourrait qu'il varie en fonction d'un certain nombre de ressources inégalement distribuées dans l'espace social. Moins on disposerait d'assurance sociale et moins on serait politisé, plus le sentiment de la légitimité de ses opinions ou comportements, et

(13) Voir, par exemple, Harrop, Heath et Pattie (2006).
Openshaw (1992) ; Johnston, Pattie, Dorling *et al.* (2001) ; MacAllister *et al.* (2001) ; Johnston, Propper, Burgess *et al.* (2005) ; Johnston et

(14) Journée d'études PAECE du 27 juin 2009, CEPTEL, Montpellier.

Céline BRACONNIER

donc la facilité à les assumer publiquement, dépendrait de la perception que l'on a de leur diffusion, ce qui ne dit d'ailleurs rien de leur étendue réelle. Ainsi, la seule jeune femme d'origine étrangère qui, dans le quartier populaire des Cosmonautes, a révélé ouvertement son intention de voter en faveur de Nicolas Sarkozy lors du second tour des présidentielles de 2007 a ressenti la nécessité, tout au long de l'entretien qu'elle nous accordait en face à face, de nous convaincre de la fréquence de ce vote dans la cité, où l'on sait pourtant qu'il est très minoritaire (15) :

« Fatima : La plupart d'ici, dans mon bâtiment surtout, ils ont voté Sarkozy, y en a beaucoup qui ont voté Sarkozy. Je sais pas, la question du racisme... Il y en a beaucoup des Sénégalais qui ont voté Ségolène parce que c'est normal, ils leur ajoutent dans leurs prestations familiales. Mais moi, je touche rien du tout. Moi j'aimerais Sarkozy : il va faire un point sur tout. J'ai un enfant ou l'as six enfants : il faut qu'on touche pareil. Je fais cinq enfants, je touche un salaire. Je dors et je touche un salaire. Je fais un enfant, je travaille et j'ai rien : c'est pas juste, justement, il faut qu'il fasse un point sur ça. [...] Je connais beaucoup de filles qui habitent pas loin d'ici, on parle de ça et elles disent comme moi, [...] dans mon bâtiment, y en a beaucoup qui ont voté le FN. Le FN, c'est la droite ? [...] Le Pen ? Lui, c'est un vrai raciste ; Sarkozy, lui, il est pas raciste. Le Pen, il est trop raciste. » (16).

Si la norme peut être, comme ici, largement fantasmée, c'est qu'elle constitue une condition de possibilité d'affirmation d'un « je » qui, sans cela, serait resté inaccessible au chercheur.

L'enquête sur le travail ou les questions portant sur les univers professionnels dans les autres dispositifs confortent ce constat établi à partir des données localisées, en montrant que l'on ne se révèle politiquement que là où l'on éprouve le sentiment de pouvoir parler au nom d'un groupe qui compte. Les milieux socioprofessionnels traditionnellement associés à un vote conservateur sont ainsi ceux où l'on exprime le plus aisément son orientation à droite, voire à l'extrême droite (Mayer et Michelat, 1981 ; Lavau, Grunberg et Mayer, 1983 ; Nord, 1986). Laurent, propriétaire d'un bar proche de la gare de Lyon, avoue sans détours et dès son arrivée au domicile de sa mère, fidèle éléctrice du Parti socialiste résidant dans le Marais, qu'il vote régulièrement pour l'extrême droite, mais il le fait au nom d'un groupe dans lequel il inclut les autres patrons de cafés (« Nous, on a peur de perdre notre clientèle parce que les Chinois ont des modes de vie bizarres, comme jamais fermer ou bosser à dix dedans. ») et dans lequel il inclut également ses clients (« Mes clients au bar pensent en tout cas *la même chose que moi*. L'alcool délie les langues. ») (17). Dans le secteur public, traditionnellement orienté à gauche, ce sont les électeurs de droite qui tendent à dissimuler leur orientation,

(15) Lors du second tour des présidentielles de 2007, le candidat Nicolas Sarkozy recueillait 30 % des suffrages au bureau de vote des Cosmonautes. Toutefois, dans les questionnaires sortie d'urnes systématiquement proposés aux électeurs ce jour-là, seuls 8,3 % des répondants déclaraient avoir voté en sa faveur.

(16) Enquête PAECE, Saint-Denis, entretien avec Fatima, 34 ans, hôtesse de caisse dans un restaurant de grande entreprise publique, le 22 avril 2007.

(17) Enquête PAECE, Paris centre, entretien avec Laurent, 49 ans, commerçant, le 23 avril 2008. Je souligne.

Revue française de sociologie

comme cet ingénieur de la SNCF rencontré en 2007, qui dit évoluer dans un univers « très socialo », et évite de parler politique avec ses collègues (18). Si le fait de pouvoir dire « nous » facilite la prise de parole, y compris quand il s'agit d'assumer des comportements politiques socialement stigmatisés, on peut penser que les entretiens réalisés en groupe, avec des proches, offrent un cadre susceptible de limiter le risque de la dissimulation.

Neutraliser les biais contextuels par les entourages

La méthode des entretiens collectifs fournit aux enquêtés, notamment à ceux entretenant les rapports les plus obliques à la politique, des conditions de prises de parole adaptées à la révélation de ce qu'ils dissimulent en d'autres circonstances. Telle que nous l'avons mise en œuvre – en laissant les enquêtés eux-mêmes choisir ceux en compagnie desquels ils feraient l'entretien –, elle offre un bon moyen de neutraliser les effets de censure dont sont porteurs les environnements dominants. Mutz (2006) a bien montré que l'homogénéité, notamment politique, des groupes renforçait nettement les prédispositions des membres à participer. On peut légitimement penser que la conclusion vaut également pour la prise de parole en groupe. Les entourages reconstitués pour l'entretien et investis par l'enquêteur offrent ainsi une « pellicule » protectrice qui rend les enquêtés comme imperméables aux contextes plus larges. Des conditions d'enquête dont on peut en outre estimer qu'elles sont particulièrement réalistes puisque la vie sociale se déroule au sein d'entourages qui font en quelque sorte écran entre les individus et les environnements plus larges au sein desquels ils évoluent (Finifter, 1974).

Dans ce cadre protecteur, il existe une dynamique de l'entretien collectif qui peut mener à la révélation d'un point de vue partagé par les enquêtés dans l'intimité, mais qu'ils n'auraient sans doute pas révélé en d'autres circonstances, pour éviter de se mettre à nu. Les seuils de prudence face au risque de l'exposition publique sautent manifestement quand on est plusieurs et en confiance, parce que le nombre donne la force d'assumer un point de vue, *a fortiori* quand il est illégitime et donc stigmatisé en dehors de l'espace où il est exprimé. Lors du premier tour des élections municipales de 2008, un couple de quadragénaires et la sœur de l'épouse acceptent le principe d'un entretien à la sortie du bureau de vote de Saint-Denis. Ils nous révéleront progressivement qu'ils n'ont pas, cette fois-là, renouvelé leur confiance au maire communiste sortant. Tous trois sont finalement d'accord pour dire qu'il les a beaucoup déçus, par son manque de travail supposé et le penchant qu'ils lui prêtent pour l'alcool. Cependant, l'homme, qui a pris la parole en premier, a d'abord tenu un discours beaucoup plus ambigu. Lui qui fut écarté au PCF vit manifestement assez mal d'en être venu à voter pour un autre candidat de

(18) Enquête PAECE, Paris centre, entretien avec Gabriel, 42 ans, ingénieur à la SNCF, le 5 mai 2007.

gauche. Mais il ne le dira pas, tout d'abord, laissant croire, au contraire, en insistant sur son identité politique, qu'il lui serait resté fidèle. Une intervention beaucoup plus directe et tranchée de sa jeune belle-sœur, nouvellement arrivée dans la commune et qui, tout à coup, lui coupe la parole en manifestant une certaine exaspération, fait basculer l'entretien. Elle y explique avoir sollicité en vain une aide municipale pour un logement, précisant ne pas même avoir été reçue par l'élu à cette occasion. Cette révélation emporte un changement de registre chez l'homme, qui se met lui aussi à égrainer les griefs à l'égard du maire pour, finalement, avouer, tout penaud, qu'il n'a en effet pas voté pour lui. Il y a fort à parier qu'interrogé seul cet ouvrier du secteur des transports n'aurait sans doute pas révélé le contenu de son vote. Dans une ancienne banlieue rouge encore gouvernée localement par des élus PC, et dans le milieu des héritiers du monde ouvrier ancien, il peut s'avérer difficile de révéler le contenu d'un vote devenu non conforme (19).

Les vertus libératoires de l'entretien collectif se mesurent aussi aux propos finalement tenus par Fleur, gardienne dans la cité de Saint-Denis, que nous avons maintes fois cherché à faire parler de son rapport au politique dans le cadre d'entretiens en face à face ou de discussions informelles et qui a, à chaque fois, manifesté une capacité certaine à esquiver nos questions. Au bout de plusieurs années d'enquête, nous n'avons de réponse claire ni sur son vote, qu'elle s'efforçait de conserver secret, ni sur ce que cette quinquagénaire pensait du quartier et de ses habitants. Et puis, un jour, nous l'avons vue arriver au pied d'un immeuble, alors que nous interpellions une habitante qui nous apprenait son prochain déménagement. Elle, d'habitude si réservée, a alors pris pleinement part aux échanges, enrichis en cours de route par l'arrivée de deux autres quinquagénaires, puis par le fils de l'une d'entre elles. Parmi eux, seul le jeune homme avait déjà accepté de remplir notre questionnaire sortie d'urnes, systématiquement proposé aux électeurs lors de chaque scrutin depuis 2002. Ce jour-là, toutes ont cependant dit d'une même voix leur envie partagée de partir de la cité et énoncé très librement les raisons profondes de ce désir, tout en ayant conscience de lever un tabou. Elles ont éprouvé un certain soulagement à dire tout haut ce que, d'habitude, elles cachent une fois sorties de leur intimité familiale. Et tout indique que le cadre collectif y est pour quelque chose :

« Fleur : Il y a un gros problème sur Saint-Denis. Déjà, de mixité. Déjà, quand on a un logement vide, on le fait toujours visiter à un Arabe ou un Noir, c'est l'expression. [...] Avant, quand je travaillais, j'en voyais même pas dix des petits Africains dehors, car y avait pas beaucoup de familles africaines. Il y en avait cinq, six... Maintenant, la moitié, c'est eux.

Christiane : C'est vrai que c'est un peu beaucoup, ça, dans le bâtiment. Et j'ai fait le calcul : des Français purs, on n'est plus énorme.

Fleur : Ah non ! Il y en a quasiment pas.

Christiane : On doit être à peu près une dizaine. Et encore.

Fleur : Là-bas, j'ai fait le recensement des Français. J'en ai que deux et, dans le bâtiment

(19) Enquête PAECE, Saint-Denis, entretien avec Christian, 45 ans, employé dans un stade, Isabelle, 42 ans, mère au foyer, et Laurence, environ 30 ans, le 9 mars 2008.

sept, j'en ai pas. [...] il y a dix ans, oui, c'était équilibré.

Christiane : Mais là, non. La majorité, c'est Africains et Arabes.

Fleur : Les gens, quand on fait visiter un logement, ils le disent. Ils demandent : "Qui c'est encore qui va prendre le logement ?" Je crois que c'est un gros problème à Saint-Denis.

Christiane : Ah oui, c'est un gros problème. Très gros problème.

Nous : Et vous ne le dites pas, ça, dans les réunions de quartier ?

Fleur : Non.

Christiane : On n'a pas le droit de le dire. Là, c'est du racisme total.

Fleur : C'est des propos racistes. On n'a pas le droit de le dire. » (20).

Dans les dispositifs d'enquête localisés, les cas où l'entretien collectif ménage une libération de la parole que n'aurait pas autorisée la situation de face à face avec l'enquêteur sont manifestement ceux où l'un des enquêtés, moins soumis que les autres aux normes localement dominantes, repousse les limites du dicible. Dans cette conversation entre voisins provoquée par les enquêteurs, c'est le déménagement prochain de l'une des femmes qui la libère des contraintes pesant localement sur ceux qui s'expriment publiquement. Tout se passe alors comme si ce départ annoncé projetait l'ensemble du groupe dans un ailleurs où ce qui est dit tout haut échappe au contrôle de ceux que ces paroles pourraient contrarier dans la cité, en l'occurrence, les « étrangers ».

Indiscrétions et résistances

L'entretien collectif n'est évidemment pas que libérateur et il l'est d'autant moins que les révélations peuvent y prendre la forme d'indiscrétions. Certains enquêtés prennent ainsi sur eux de livrer une vérité sur leurs proches, en leur présence et sans leur accord préalable. Les effets de cette coproduction de données électorales sont de deux ordres. Certains individus se voient, par ce biais, offrir une « aide » par un parent ou un ami plus politisé qu'eux lorsqu'il s'agit de reconstituer un parcours de vote dont ils n'entretiennent eux-mêmes qu'un vague souvenir. Les entretiens collectifs offrent alors un bon moyen de lutter contre les biais mémoriels qui affaiblissent la valeur des données recueillies par déclaration. Le recoupement de sources s'y produit, en quelque sorte, simultanément. Dès lors qu'il rend évidentes des différences en matière de compétence politique jusques et y compris dans des contextes conversationnels socialement homogènes, il peut toutefois provoquer de la gêne et n'est donc pas sans conséquence sur la relation d'entretien. Les configurations où « l'aide » offerte par un proche contredit ouvertement la volonté manifeste de dissimuler un comportement peuvent, quant à elles, provoquer de profonds malaises. Pris au piège d'un rapport de force, les enquêtés « aidés » sont alors privés du droit inhérent à la situation d'entretien quand il est en face à face, qui est celui de produire librement le récit de sa propre vie

(20) Enquête PAECE, Saint-Denis, mai 2008, entretien avec Fleur, employée municipale, Christiane, Mireille et Hervé, locataires. Les trois femmes sont quinquagénaires, Hervé a 25 ans.

dans tout ce que l'exercice implique d'écriture, de mise en scène de son histoire, de silences et de non-dits aussi, voire de mensonges.

Ainsi, très nombreux sont les enquêtés qui déclarent, par questionnaire ou en face à face, toujours voter. La confrontation de leurs dires avec les listes d'émargement permet pourtant d'établir que, conformément à ce que montrent les études publiées par l'Insee depuis quelques années, les votants constants constituent aujourd'hui une espèce de plus en plus rare (Clanché, 2003). Cela ne signifie pas forcément que ceux que nous interrogeons cherchent à nous tromper, en proposant une image d'eux-mêmes qu'ils pressentiraient plus conforme à la norme civique socialement dominante que celle que donnerait une estimation plus précise de leur parcours de vote. Parfois, les enquêtés ne prennent en compte, dans l'estimation qu'ils fournissent de leur propre participation électorale, que les scrutins auxquels ils confèrent une certaine importance, qui sont donc aussi ceux auxquels ils ont le plus de chances d'avoir participé. Plus qu'un signe de tromperie, le décalage entre les déclarations et les pratiques réelles renvoie plutôt, dans ce cas, à l'ignorance et/ou à l'oubli rapide des scrutins de faible ou moyenne intensité. Dans les milieux où l'on ne s'intéresse pas du tout à la politique mais où le sentiment du devoir civique est fort, il n'est pas rare de recueillir aussi des déclarations de vote constant auprès d'électeurs qui ne participent pourtant qu'aux présidentielles. Ce sont les seuls scrutins, en effet, pour lesquels la mobilisation électorale a été suffisamment forte pour qu'ils en aient été affectés et se soient, en conséquence, déplacés. Les autres n'ont, en quelque sorte, pas existé pour eux. Identifier ce type de processus relevant de la surévaluation de sa propre participation suppose que l'on puisse confronter les déclarations que les acteurs font de leur comportement à d'autres sources. Quand la consultation des listes d'émargement n'est pas possible – elle est particulièrement chronophage et suppose, de toute façon, un dispositif d'enquête localisé dans l'espace résidentiel des enquêtés (21) –, la présence d'un tiers met sur la voie de ces estimations très subjectives, par les individus, du niveau de leur engagement électoral. Résidant dans le centre de Paris, Loïc, haut fonctionnaire trentenaire, rappelle ainsi à son colocataire et ami Stéphane que, contrairement à ce qu'il vient de nous dire, il ne vote pas à toutes les élections. Plus politisé que son ami, Loïc dispose d'une mémoire très précise des scrutins auxquels non seulement lui-même, mais aussi son ami a participé. Sur le ton de la plaisanterie destinée à rétablir la vérité tout en évitant de faire perdre la face à un proche, il lui rappelle qu'il ne s'est pas déplacé pour les législatives de 2007. Mais la mémoire de Loïc s'étend aussi à la production des votes de son ami, qui éprouve des difficultés à reconstituer ses propres choix électoraux pour les scrutins de faible intensité. Prompt à soutenir qu'il vote toujours en faveur du même camp, Stéphane est ainsi démenti par son colocataire, qui lui rappelle la volatilité dont il a fait preuve au cours des derniers scrutins.

(21) Seul l'Insee dispose de la faculté de reconstituer des trajectoires de vote individuelles à l'échelle nationale à partir des listes d'émargement.

« Nous : Vous vous êtes intéressés à cette campagne ?
Loïc et Stéphane : Oui.
Nous : Pour qui avez-vous voté au premier tour des législatives, ou du moins quel parti ?
Stéphane : L'UMP ! [hésitant]... non, non...
Loïc : Non, c'est pas vrai !! [rire] Non, non ! C'est pas vrai !
Stéphane : [rire] J'ai voté pour... euh ??
Loïc : Le parti anarchiste.
Stéphane : Oui ! Le parti anarchiste !
Nous : Vous savez qui était le représentant ?
Stéphane : ...
Loïc : Michel Thorin.
Stéphane : Oui, c'est ça [rire] !
Loïc : Oui, moi j'avais voté pour Catherine Billard, je crois, c'est la députée actuelle, et l'ancienne aussi, qui est verte mais qui regroupe PS, Verts...
Nous : Et au deuxième tour ?
Loïc : Billard aussi.
Stéphane : ... J'ai dû voter pour l'UMP au deuxième tour.
Loïc : Oui.
Nous : C'était qui ?
Loïc : Legaret
Stéphane : Oui, putain [admiratif] !
Nous : Ah oui, bonne mémoire ! » (22).

Dans une zone pavillonnaire de la région parisienne, un adolescent qui s'immisce un moment dans les échanges que nous avons avec ses parents juste avant les européennes de 2009 prend manifestement plaisir à contredire sa mère alors qu'elle dresse d'elle-même un portrait de citoyenne modèle. Cette infirmière politisée, qui discute fréquemment de politique en famille, avec son mari comme avec ses enfants, se voit rappeler par son fils qu'elle n'a, justement, pas voté le 21 avril 2002. À l'image de bien des électeurs qui se sentiront coupables d'avoir ce jour-là, par leur abstention, rendu possible la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour des présidentielles, la jeune femme place ce moment entre parenthèses pour préserver son estime de soi. L'intervention de l'adolescent grippe ce mécanisme psychologique réconfortant :

« Nous : Et aux législatives juste après, en 2007, vous vous rappelez votre vote ?
Myriam, la mère : Bah, à gauche, socialiste.
Nous : Et vous vous rappelez le nom du candidat ?
Myriam : D'ici ?
[Ils regardent leur fils qui passe...]
Le fils : Me regardez pas, moi j'ai voté ce que vous m'avez dit !
Myriam : Chut ! [rires].
Jean-Pierre, le père : Oui, aux deux tours, on a voté socialiste, mais je saurais pas trop vous dire le nom du candidat pour les législatives.
Nous : Vous savez qui a été élu ?
Jean-Pierre : Même pas, pour les législatives... je sais pas... [gêne].
Nous : Vous aviez voté en 2002 ?
Myriam et Jean-Pierre : Oui. Jospin.

(22) Enquête PAECE, Paris centre, entretien avec Stéphane, 27 ans, cadre supérieur dans la fonction publique et Loïc, 27 ans, également cadre supérieur dans la fonction publique, le 11 mars 2008.

Céline BRACONNIER

Le fils : Maman, t'avais pas voté au premier tour !
Myriam : Ah, non, j'étais en vacances. J'ai pas fait de procuration. J'ai honte et je m'en suis mordu les doigts parce que je pense que si j'avais voté Jospin, il serait passé [elle rit] ! » (23).

Catherine ne laisse pas non plus Robert, son époux, renvoyer de lui l'image d'un citoyen constamment engagé, plus conforme à son statut d'ancien ouvrier syndiqué que celui du votant certes stratège mais très intermittent qu'il se révèle pourtant être dans la pratique. Jusques et y compris les citoyens les plus politisés en effet, comme l'a souligné Kenny (1993) dans un article de référence, sont portés à surestimer leur engagement électoral puisque, s'ils sont les plus constants des électeurs, ils sont aussi ceux sur qui la norme civique exerce la pression la plus forte.

« Robert : Je vote toujours à gauche. Enfin plus précisément, je vote au premier tour extrême gauche et, au deuxième, gauche.
Nous : C'est ce que vous avez fait pour les régionales ?
Robert : Oui.
Catherine : Mais qu'est-ce que tu racontes ? Tu n'as pas voté au premier tour !
Robert : Si, si... Euh [...]. Non mais parce que je n'étais pas là, je travaillais au stade de France pour la sécurité d'un match de rugby. Mais c'est comme ça que je fais de toute façon.
[...]
Catherine : De toute façon, souvent, tu n'es pas là aux élections. Et tu ne fais jamais de procuration parce que ça t'embête fortement. [Silence]. » (24).

S'investissant eux-mêmes d'un rôle de défenseurs de la vérité, ces proches qui rectifient les déclarations de ceux qu'ils connaissent bien fournissent donc des ressources aux chercheurs pour objectiver les comportements électoraux. Ils opèrent le recoupement de sources cher aux historiens comme aux sociologues, et sans lequel il ne peut scientifiquement être établi, à partir d'un matériel déclaratif, qu'un comportement a effectivement été adopté par un individu (Bizeul, 1998). Opéré le plus souvent avec douceur et ménagement pour celui que l'on aide à se dire, ce type de révélation peut aussi viser, plus ou moins consciemment, l'humiliation de l'autre. L'entretien collectif peut ainsi alimenter une dynamique de concurrence entre les enquêtés, dont l'un cherche une complicité valorisante avec l'enquêteur. On prête à ce dernier un positionnement politique et, outre un haut niveau de compétence sur les questions objets de l'entretien, la défense de certaines valeurs. Quand des proches sont connus pour ne pas s'intéresser à la politique, ou bien se situer à l'extrême droite de l'échiquier, on prend sur soi de le révéler, plus ou moins explicitement, ou bien encore de mettre en scène, au cours de l'entretien, la distance qui sépare son comportement du leur.

Mais il arrive aussi que les victimes de ce rapport de force imposé retournent la situation en leur faveur et parviennent à faire de l'enquête une tribune

(23) Enquête famille et politique Val-d'Oise 2009, entretien avec Myriam, 51 ans, infirmière, et Jean-Pierre, 51 ans, documentaliste dans un collège, le 10 mai 2009

(24) Enquête famille et politique Val-d'Oise 2010, entretien avec Robert, 65 ans, ancien ouvrier syndiqué chez Pechiney, et Catherine, 56 ans, employée de banque, mai 2010.

Revue française de sociologie

pour leur propre cause. En ce sens, l'entretien collectif est à usage multiple. On y entend aussi bien se déployer la parole autoritaire des dominants que des formes de résistance rendues possibles par la situation d'enquête, qui offre une arène à l'expression publique de « textes (habituellement) cachés » (Scott, 1990).

Fabien, jeune Français d'origine congolaise interrogé avant les présidentielles de 2002, se voit, dès le début de l'entretien, soupçonné à haute voix par sa mère de ne pas être un « démocrate » quand il affiche son scepticisme à l'égard de la classe politique et une possible abstention au cours des élections à venir. Elle-même juriste, ne cessant de rappeler ses titres, la mère affiche des convictions de gauche et ne semble pas supporter que son fils, très politisé, étudiant en droit après un parcours scolaire chaotique, souligne les difficultés qu'il éprouve à s'intégrer du fait de sa couleur de peau. Outrée par ses propos, elle lui conseille de retourner en Afrique, en sous-entendant qu'il n'est pas encore assez mûr et cultivé pour comprendre les bienfaits du régime offert par la France. Malgré l'agacement qu'elle affiche et le traitement humiliant qu'elle lui fait subir en notre présence, Fabien résiste. Il parvient, jusqu'au bout, à faire entendre sa voix et c'est sa mère qui finira par quitter la pièce pour le laisser seul poursuivre l'entretien :

« Brigitte : J'ai envie de savoir pourquoi tu n'as pas voulu voter ? Tu te sens désabusé ? En refusant de voter, tu penses faire quelque chose d'intéressant ?
Nous : Vous êtes inscrit ?
Fabien : Je ne suis pas inscrit parce que je me dis...
Brigitte : Il faut voter pour...
Fabien : Pour changer les choses, cela prendra du temps.
Brigitte : Il faut bien commencer par quelque chose !
Fabien : Avec ce que je vois à la télé, très franchement, cela me freine l'envie de participer.
Brigitte : C'est un devoir civique.
Fabien : Mais ce n'est pas obligatoire. Si c'était obligatoire, j'irais voter. [...] Bayrou pourrait faire avancer les choses. Mais il n'est pas assez connu. Il n'a pas assez de prestige. On le voit dans les Guignols...
Brigitte : C'est de la fiction ! [...]
Fabien : Si j'étais Bayrou et que je voyais quelqu'un en train d'essayer de prendre ma place, je le virerais. Je convoque démocratiquement et je dis que Douste-Blazy préfère soutenir Chirac. Et je dis qu'il faut choisir entre lui et moi.
Brigitte : Cela ne se passe pas comme ça ! Nous sommes en démocratie.
Fabien : Le gars fait partie de mon groupe et il soutient un autre. Moi, je trouve cela inadmissible.
Brigitte : C'est le jeu de la démocratie. Cela veut dire que tu n'es pas démocrate. Tu devrais aller voter en Afrique ! » (25).

Comme le montrent ces échanges entre Fabien et Brigitte, auxquels nous ne participons aucunement, l'une des caractéristiques de l'entretien collectif est de rendre possible une substitution de rôle entre l'enquêteur et l'un des enquêtés. Brigitte pose les questions à notre place, exige, commente, évalue les propos de son fils sans que nous intervenions. Nous assistons, assis dans le

(25) Enquête Cosmonautes, Fabien, 19 ans, étudiant en droit, et Brigitte, 47 ans, juriste dans la fonction publique territoriale, le 22 février 2002.

canapé de la salle-à-manger familiale, quasi transparents, à une joute verbale au cours de laquelle seront d'ailleurs révélés de lourds secrets de famille que nous ne cherchions pas à connaître.

De la même façon nous retrouvons-nous témoins d'une sorte de lutte oratoire que se livrent, presque sans aucune retenue, les jeunes membres d'un couple résidant dans le cœur de la capitale. Olivier, diplômé d'une grande école de commerce, jeune commissaire aux comptes dans un célèbre cabinet anglo-saxon, met, comme Brigitte, un terme à la relation égalitaire entre enquêtés que le chercheur impose comme point de départ de la relation d'entretien. Alors qu'il cherche à manifester sa plus grande compétence politique, Olivier ne semble pas supporter que Gloria, sa conjointe, avocate stagiaire, tente de soutenir la discussion avec l'enquêteur à égalité avec lui. Après avoir en vain essayé de la déstabiliser par des commentaires moqueurs, Olivier révèle le vote des parents de Gloria. Cette imputation d'illégitimité par procuration aurait pu signer sa reddition. En l'occurrence cependant, c'est la capacité de résistance de la jeune femme que l'entretien manifeste. Non seulement elle continue de répondre aux questions que l'enquêteur lui pose sans se laisser vraiment perturber par les interruptions incessantes et souvent blessantes d'Olivier, mais elle fait savoir que ce sont d'autres que lui qui parviennent à l'influencer, elle qui se dit très ouverte aux conseils d'autrui en la matière et qu'il n'a manifestement pas su convaincre de la valeur de ses analyses, dont l'objectif était de la faire voter en faveur de François Bayrou :

« Nous : Et toi, Gloria, tu nous as dit te situer plutôt à gauche ?
Gloria : Ah bon ? Oui j'ai dit ça... Oui j'ai dit que j'étais plutôt à gauche.
Olivier : J'espère que tu as dit pour DSK, pas pour Ségolène !
Gloria : J'ai dit être plutôt à gauche, oui j'ai dit ça. Je vais tenter d'argumenter.
Olivier : T'as dû dire : "Si DSK avait été choisi" ? [...].
Gloria : Parce que, c'est vrai, c'est bien les idées de gauche, ce qu'il disait, c'est vrai que c'est l'idéal de la société quoi, c'est le solidarisme.
Nous : D'accord, tu nous as dit pourtant avoir voté Chirac au premier tour de 2002.
Gloria : Oui, bah, en fait, c'est parce que...
Olivier : Parce que tu es de gauche, c'est normal.
Gloria : Non.
Olivier : Bah si.
Gloria : Non, mais, au départ, c'est pas par conscience politique, c'est parce qu'en fait je ne supportais pas, la tête de Jospin ne me revenait pas. Je trouvais qu'il avait quelque chose de mou et donc la...
Olivier : [sifflement long] Tu rigoles là ?
Gloria : Et donc la... Beh ouais, mais je ne sais pas... [...] Non mais, je ne suis pas du tout un bon exemple pour les gens qui votent normalement.
Olivier : C'est énorme ce que tu viens de dire quand même ! Là, c'est énorme ! Tu viens de lâcher un pavé dans la mare ! [...]
Nous : Lors du questionnaire Gloria, tu pensais voter Bayrou, tu as changé d'avis ?
Gloria : Oui, oui, oui j'ai changé d'avis. [...] Oui, je suis quelqu'un d'influencable... mes copines, ma mère m'ont dit que Sarko avait plus de dynamisme, j'ai réfléchi et c'est vrai que Bayrou est un peu un mou du genou...
Olivier : Pour une fois que tes parents n'ont pas voté Le Pen... [Il rit].
Gloria : Arrête Olivier de raconter des conneries, t'es saoulant ! !

Nous : Tu te rappelles à quel moment tu as changé d'avis ?
Gloria : Oui, environ quatre jours avant d'aller voter pour le premier tour je pense, en discutant. » (26).

Si elle provoque un certain malaise, cette situation d'entretien ouvre donc aussi un horizon interprétatif des rapports que Gloria entretient à la politique que n'aurait pas ménagé un entretien en face à face. On dispose d'indications relativement précises sur le type d'interactions qui sert de cadre à la maturation des choix électoraux des deux jeunes gens. Olivier exerce des pressions auxquelles Gloria se soumet en apparence (par exemple, ici, à propos de Dominique Strauss-Kahn), mais sans aller jusqu'à perdre son autonomie de pensée, qu'elle conserve en puisant dans les ressources que lui offrent ses amies et sa mère pour résister : c'est en faveur de Nicolas Sarkozy qu'elle votera, finalement.

Identifier les ressorts de l'influence électorale

Les entretiens collectifs ne valent ainsi pas seulement par ce qu'ils rendent possible : l'expression d'une attitude, d'un comportement individuel, ou sa révélation par un tiers. Leur valeur heuristique provient aussi et surtout du fait qu'ils ménagent un accès à la dimension collective des comportements politiques.

Or, aujourd'hui que les militants ont quitté les quartiers populaires et que les syndicats sont de moins en moins présents dans le monde du travail, appréhender la dimension collective de l'acte électoral suppose de prêter attention aux dispositifs beaucoup plus informels à travers lesquels on dit désormais le plus souvent « nous » en politique (Martin, 1994 ; Braconnier, 2012). Une méthode comme celle des entretiens collectifs *in situ*, parce qu'elle permet d'interroger ensemble les membres d'une même famille, des amis, des collègues, est donc particulièrement adaptée. Elle ménage en effet un cadre d'observation pour les relations que les membres de ces groupes portant une parole commune entretiennent entre eux. Elle permet aussi de repérer ce qui fonde, aujourd'hui, l'influence politique et l'entraînement électoral.

Micropressions et micro-entraînement : des mécanismes largement inconscients

Pour comprendre la place qu'occupent les environnements dans la production des votes apparemment individuels, on ne peut pas se contenter de prendre appui sur les déclarations que produisent les électeurs à propos de

(26) Enquête PAECE, Paris-centre, entretien avec Olivier, 25 ans, commissaire aux comptes dans un grand cabinet de conseil, et Gloria, avocate stagiaire, avril 2007.

Céline BRACONNIER

l'origine de leur propre comportement. La compréhension des mécanismes par lesquels le collectif pèse sur les pratiques de vote n'est pas immédiate, en effet. Et, comme le rappelle Gaxie, « la restitution des raisons subjectives des pratiques n'épuise pas leur compréhension puisqu'elle ne rend pas compte de leur genèse, ni des conditions de leur élaboration, de leur valorisation et de leur mobilisation » (2002, p. 177).

Objectivé par l'analyse des listes d'émargement, qui permet d'établir l'importance de la conformité électorale au sein des couples et, au-delà, des unités domestiques, sans pour autant mettre sur la voie des mécanismes qu'il recouvre (Weatherford, 1982 ; Kenny, 1993 ; McClurg, 2003 ; Johnston, Jones, Propper *et al.*, 2005 ; Bracconier et Dormagen, 2010), confirmé par les observations ethnographiques faites les jours de scrutin et par les analyses régulièrement consacrées aux processus de socialisation politique (Percheron, 1974 ; Stoker et Jennings, 1995, 2005), le « voter ensemble » est pourtant rarement vécu comme une pratique collective. Le monde social n'est pas transparent, *a fortiori* lorsqu'il s'agit d'établir les origines éventuellement exogènes d'opinions ou de pratiques mises en scène comme individuelles (27). Ainsi les membres de cette famille faiblement politisée, interrogés peu avant les régionales de 2010, peuvent-ils en toute bonne foi soutenir que leur vote commun en faveur de la candidate d'Europe Écologie, pourtant rapporté aux mêmes motivations liées à sa personnalité, serait le seul produit du hasard :

« Nous : Vous avez tous voté pour les Régionales ? Pour qui ?
Patrick, le père : Europe Écologie.
Nelly, la mère : Moi aussi.
Jennifer, la fille : Oui, moi aussi. [Vers nous :] On a tous voté pareil. Sans se concerter.
Patrick [à sa femme et sa fille] : Je ne savais pas pour qui vous alliez voter. Chacun vote ce qu'il veut.
Nous : Et pourquoi vous avez voté Europe Écologie ?
Patrick : Moi, j'ai pas du tout voté pour le programme, c'est la personnalité d'Eva Joly que j'aime bien [...] je trouve que Dany a du recul, disons que, globalement, je trouve que c'est des gens qui ont assez de recul, alors est-ce que c'est des gens qui ont assez de compétences pour gérer une région... j'en sais rien ! Mais je ne suis pas allé dans le fond du programme.
Nelly : Oui, moi non plus, je ne connais pas le programme en détail, j'aime bien Eva Joly et Daniel Cohn-Bendit.
Jennifer : Moi aussi. » (28).

Les plus politisés d'entre les citoyens peinent également à reconnaître l'existence de processus d'influence, subis ou exercés, pour cet exercice que la mythologie démocratique consacre comme un acte d'autonomie de la raison. Alors que nous lui demandons d'évaluer la part prise par ses parents dans sa propre trajectoire de vote, une étudiante en droit de 21 ans rend bien compte de ce dont il s'agit.

(27) Que l'on songe à la symbolique de l'isoloir dans le rituel électoral. Sur ce point, voir Garrigou (1988).
(28) Enquête famille et politique Val-d'Oise 2010, entretien avec Patrick, 53 ans, employé de banque, Nelly, 51 ans, costumière de théâtre, Jennifer, 22 ans, étudiante en master d'arts plastiques, le 21 mars 2010.

Revue française de sociologie

« Moi, je ne dirais pas le mot "influence", dans le sens où t'apportes quelque chose, un apport. Moi, personne ne m'influence. Je me fais mes propres idées toute seule, je suis indépendante, le mot "influence" est trop fort. En fait, ce sera toujours mon choix, et si je décide de me rallier à ton idée, c'est parce que ça m'a plu, mais ce n'est pas influencer, parce que, pour moi, ça veut dire que c'est comme si je ne réfléchissais pas par moi-même. "Influence", je l'entends comme si je suis une suiveuse. "Influence", je l'entends comme : elle m'a séduite par son idée, donc, je me rallie à elle, et je ne suis pas le mouton qui la suit bêtement. Bref, mes parents ne votent pas, j'écoute ce qu'ils disent, mais je fais mes propres choix, par exemple je ne vote pas Arlette Laguiller. » (29).

C'est donc parce que les processus d'influence sont largement perçus comme le résultat, d'une part, de formes conscientes et stratégiques de conversion de l'autre, et, d'autre part, d'une forme de soumission et d'abdication de son autonomie, qu'il est très rare d'obtenir une reconnaissance de leur existence par déclaration. Et ce que l'on observe pour les choix, on l'observe également pour la participation. Une sorte d'habitus électoral se construit à travers des microexpressions et microstimulations répétées qui, parce qu'elles ne sont pas vécues comme telles, échappent largement à la conscience (Plutzer, 2002). Les entourages sont donc rarement crédités d'une capacité à jouer un rôle en politique, et c'est la raison pour laquelle les influences contextuelles, quand elles désignent des interactions interindividuelles, méritent d'être analysées à partir d'autres sources que celles reposant sur l'auto-déclaration des comportements.

Les entretiens ethnographiques classiques, qui mettent face à face un individu et un enquêteur, recueillent du déclaratif mais sont plus fiables que les sondages dès lors qu'ils sont orientés vers la production d'anecdotes (Beaud, 1996). Le chercheur y puise les indicateurs d'interactions sur lesquels il peut prendre appui pour reconstituer une sorte de configuration relationnelle sous-jacente à l'adoption des comportements individuels, à la manière dont Michelat (1975) procède pour établir les « systèmes symboliques » des groupes sociaux qu'il investit. Ceux qui affirment ne subir aucune influence en politique et ne pas en exercer sont ainsi souvent amenés à se contredire eux-mêmes au fur et à mesure qu'avance l'entretien et qu'ils sont invités à raconter ce dont est fait leur quotidien. Le décalage entre une position de principe stimulée par une question générale et soudaine – comme les questionnaires des sondages en comportent – et le récit de souvenirs précis de ce que recouvre la vie sociale ordinaire autorisé par la durée de l'entretien est, en la matière, important. Une voie alternative pour accéder aux dimensions collectives du vote consiste cependant à ménager des situations d'observation des relations que les électeurs entretiennent entre eux, pour tenter, en quelque sorte, de saisir les contextes en train d'agir et notamment les influences en train de se produire sur les individus. L'observation participante, qui va de pair avec l'installation du chercheur dans un lieu – une maison, un quartier, un bureau, un local associatif, etc. – pour une durée variable mais continue, est sans doute irremplaçable (Johnston Conover, Crewe et Searing, 1991),

(29) Enquête famille et politique Val-d'Oise 2010, entretien avec Nadia, étudiante en droit, 21 ans, le 21 avril 2010.

mais très coûteuse et très rarement mise en œuvre dans l'analyse des comportements politiques (jamais, à notre connaissance, dans le domaine des comportements électoraux) (30). Les entretiens collectifs ethnographiques ou *in situ* offrent donc, nous semble-t-il, un substitut beaucoup plus facile à mettre en œuvre et qui peut donc se révéler utile pour appréhender la dimension collective de l'acte électoral (31).

Parler d'une même voix

Un entretien de groupe permet d'abord assez aisément d'évaluer la fréquence ou l'intensité des discussions politiques que des individus qui se connaissent ont entre eux. Quand deux amis ou les membres d'un couple sont non seulement d'accord, mais semblent, pour exprimer cet accord, rejouer une scène qu'ils ont déjà répétée – leurs positions sont exactement accordées, ils utilisent les mêmes mots pour les énoncer, ils répondent en même temps. « en chœur » –, le chercheur dispose d'un bon indicateur des discussions antérieures (Desantis, 2003 ; Walsh, 2004). Il ne dit rien du partage des rôles qui a pu présider aux discussions, ni des processus d'influence qui ont pu s'exercer, mais il constitue déjà le signe d'un avis partagé. Tout se passe comme si, en quelque sorte, les enquêtés ne faisaient qu'un en politique.

Deux amies de 21 et 22 ans que nous interpellons à leur sortie du bureau de vote de Saint-Denis pour solliciter un entretien parlent ainsi d'une seule voix. Le bulletin qu'elles ont déposé dans l'urne lors du premier tour des présidentielles de 2007 révèle déjà leur proximité en même temps qu'il les distingue de la grande majorité des électeurs de gauche du quartier : elles font partie des rares électrices d'Olivier Besancenot dans un quartier largement engagé en faveur de Ségolène Royal cette année-là. Elles ne sont pour autant ni des militantes de la LCR, ni même des inconditionnelles de son candidat, pour lequel elles ont finalement opté après avoir, jusqu'au dernier moment, hésité à voter Bayrou. Indice de leur compétence politique *a minima*, cette équivalence qu'elles établissent entre un candidat d'extrême gauche et un candidat centriste indique aussi les discussions qu'elles ont eues, et dont ces hésitations comme ce choix finalement fait ensemble sont le fruit.

« Nora : Dans le programme de Bayrou, y avait des choses pas mal, même si ça ressemble pas du tout au programme de Besancenot. Y a un grand fossé entre les deux. Donc, on a suivi les programmes des candidats et on a hésité entre Bayrou et Besancenot, et finalement ça a été Besancenot. [...] »

(30) Dans le domaine des attitudes politiques, voir le très beau livre de Walsh (2004) et les réflexions stimulantes sur cette absence de Mariot (2010).

(31) Et, de façon générale, pour appré-

hender la dimension collective de domaines de la vie sociale difficilement observables par l'enquêteur, comme la vie familiale, voir Roethlisberger, Dickson et Wright (1939) ou Goulet (2010).

Fatima : On est plutôt de gauche. Moi, j'ai surtout aimé ce qu'il disait pour les étudiants et jeunes travailleurs ouvriers, je trouvais que c'était pas mal, surtout que moi je suis encore en études, donc ça me concerne. En fait, oui, je me suis sentie concernée.

Nora : Il nous semblait plus crédible que ce soit lui et son programme. En plus, il a l'air bien sympathique. J'aime bien sa tête. Après, c'est sûr que ça représente pas non plus le candidat idéal puisqu'on l'a quand même désigné par élimination.

Fatima : Moi, j'aime bien le fait de savoir qu'il vit dans les mêmes conditions que nous, il est facteur, il gagne pratiquement le smic, il roule en Clio. On sent déjà que le candidat est plus proche des classes populaires et des gens dans la cité. Il est plus dans la réalité que d'autres candidats qui vivent dans des superbes apparts à Paris.

Nora : C'est comme Arlette Laguiller qui se dit au même rang que les ouvriers et qui roule aussi en Clio. C'est vrai qu'ils sont proches du peuple.

Nous : Il a organisé des réunions par ici ?

Fatima : Non, je crois pas, mais s'il était venu on serait sûrement allé le voir, si bien sûr ça collait avec notre emploi du temps.

Nous, à Nora : Et toi ?

Nora : Bah, pareil ! En fait, on pense pareil. On est copines depuis qu'on est toute petites, on a toujours traîné ensemble depuis qu'on est à l'école maternelle, on a pratiquement les mêmes idées. » (32).

L'influence électorale s'exerce dans tous les milieux sociaux, y compris ceux où les partenaires sont plus politisés. Et elle peut aller de pair avec une certaine réciprocité dans la capacité de peser sur le comportement de l'autre. Dans cette famille où les discussions politiques sont quotidiennes et animées, on repère aisément une sorte de construction familiale des votes. C'est en chœur que les membres expliquent à l'enquêteur les raisons de leur choix pour les Européennes de 2009 :

« Nous : Concernant les Européennes, Gisèle, vous souvenez-vous pour qui vous avez voté ?

Gisèle, la mère : Europe Écologie.

Jean, le fils : Pour Europe Écologie également [sourire].

Gisèle : Je pense que la personnalité de Daniel Cohn-Bendit était pour beaucoup dans nos choix.

Jean : Oui, tu peux avoir une personne...

Gisèle : Oui, à travers ses idées bien sûr...

Paul, le père : Personnellement, je n'avais pas envie de revoter PS parce qu'ils m'énermaient !

Gisèle : Ils tombaient en décrépitude !

Paul : Oui mais la personnalité de Cohn-Bendit me plaisait bien !

Gisèle : On avait l'impression qu'il y avait...

Paul : ... un souffle nouveau !

Gisèle : Oui, voilà ! Avec des idées portées !

Nous : Et Jean ? Pourquoi Europe Écologie ?

Jean : Parce que j'ai suivi mes parents ! » (33).

(32) Enquête PAECE, Saint-Denis, entretien avec Fatima, 22 ans, titulaire d'un bac professionnel et d'un BTS d'assistante de direction, assistante d'attachée de presse dans un grand groupe, Nora, 21 ans, titulaire d'un bac professionnel, n'a pas obtenu son BTS, secrétaire en

intérim, le 6 mai 2007.

(33) Enquête famille et politique Val-d'Oise 2010, entretien avec Gisèle, 50 ans, enseignante dans le public, Paul, 50 ans, inspecteur de l'Éducation nationale, Jean, 19 ans, étudiant en cinéma, le 31 mars 2010.

L'entretien collectif peut être utile pour repérer non seulement ce dont des proches ont parlé ensemble, mais aussi ce dont ils n'ont pas parlé. Parce qu'il s'agissait d'un sujet tabou, ou bien faute d'intérêt spontané pour la question. Par exemple, une infirmière et son mari documentaliste, qui déclarent pourtant s'intéresser à la politique, se révèlent incapables, deux semaines avant les élections européennes de 2009, de dire pour qui ils ont l'intention d'aller voter, même s'ils affirment vouloir le faire. On sait alors qu'aucun suivi de la campagne n'a eu lieu dans ce foyer, où ni les programmes ni les noms des candidats ne sont connus.

L'entretien collectif pourvoit le chercheur en indices de processus de construction du sens partagé par des individus. Il peut donner à voir, en ce sens, un groupe déjà là. Mais il permet également d'observer en direct certains mécanismes participant de la construction ou de l'entretien d'un sens commun au groupe. On observe ainsi fréquemment des dynamiques de renforcement circulaire des certitudes au sein des groupes interrogés. Souvent associés à un registre discursif dénonciateur dont les élus sont les premières cibles, ces échanges assurent manifestement une fonction de réassurance du groupe face à l'extérieur. Tout se passe comme si les liens qui fondent le « nous » sortaient renforcés de la dénonciation des autres (Lascoumes et Bezes, 2009). Évoquant le maire de leur commune de résidence, des époux et leur fille manifestent ainsi sans retenue leur désapprobation :

« Nelly, la mère : La gare, l'autre jour, ils ont fait une inauguration, il y avait du champagne quand même. Regarde qui est concerné par la gare... C'est nous qui prenons le train tous les jours. Je vois pas pourquoi ils ont inauguré la gare et qu'il n'y avait qu'un petit paquet de gens d'invités. Parce que tu fais partie d'une association...
Patrick, le père : Oui, mais c'est le système de l'autosatisfaction. C'est de l'autosatisfaction qu'ils se font entre eux. C'est des gens qui sont déconnectés de la réalité et qui profitent du système.
Jennifer, la fille : Non, mais, objectivement, c'est vrai que des fois c'est pas équitable.
Nelly : C'est pas utile d'inaugurer la gare...
Jennifer : Il y a quelques années, le maire faisait les vœux. Alors tu avais la police qui filtrait les gens, ça faisait très... Enfin bon, c'était trop.
Nelly : Vii.
Patrick : Oui, ça faisait vraiment l'intelligentsia de chaque commune, quoi.
Jennifer : Oui, voilà. Et puis nous, on est les gens d'Herblay qui payent leurs impôts...
Patrick : Le peuple...
Jennifer : Et on ne doit pas rentrer là-dedans parce qu'on ne mélange pas les torchons et les serviettes. Donc, bon, maintenant, le maire a fait des vœux et tous les Herblaysiens étaient invités, mais bon, en tout cas, il a mis plusieurs années à percevoir que c'était une attitude peut-être pas très...
Patrick : Ils font ce qu'ils veulent de toute façon.
Jennifer : Oui, ils font ce qu'ils veulent, mais bon...
Patrick : On a dû dévier la question, non ? » (34).

(34) Enquête travail et politique Val-d'Oise 2010, entretien avec Patrick, 53 ans, employé de banque, Nelly, 51 ans, costumière de théâtre, Jennifer, 22 ans, étudiante en master d'arts plastiques, le 21 mars 2010.

Silences, prises de parole et loyauté (35)

Certains chercheurs attentifs aux interactions qui surgissent dans un cadre institutionnalisé mettent largement l'accent sur les obstacles à la prise de parole dont peuvent être porteurs les cadres collectifs. Intervenir en public suppose de posséder un certain nombre de ressources dont les citoyens ordinaires sont rarement pourvus (Revel *et al.*, 2007 ; Payet, Giuliani et Laforge, 2008). De même, les échanges qui ont lieu entre membres d'associations sont souvent marqués par une dynamique d'évitement du politique dont Eliasoph (1998) explique qu'elle serait neutralisée dans les situations d'entretien en face à face avec l'enquêtrice. Nous avons nous-mêmes eu l'occasion de vérifier que les entretiens collectifs pouvaient gêner la prise de parole autant que la libérer. Mounira, jeune femme active de bientôt 40 ans, très engagée dans la vie locale du quartier de Saint-Denis, y est appréciée pour son franc-parler. Nous l'avons rencontrée des dizaines de fois en compagnie de ses amis et de ses voisins, lancée dans des discussions à bâtons rompus où sa position de leader d'opinion ne faisait aucun doute. Mais Mounira ne nous a jamais rien livré en situation plus formalisée d'entretien, *a fortiori* collectif. Et nous l'avons aussi vue très mal à l'aise sur des scènes publiques vers lesquelles elle était portée par les élus locaux en période électorale, ou dans des réunions de quartier où elle semblait perdre de sa façon habituelle. Si Mounira est apparemment une meneuse, on comprend grâce à l'observation de ces situations qu'elle ne dispose pas de l'assurance nécessaire à l'imposition de son point de vue quand ses interlocuteurs sont mieux pourvus qu'elle en ressources scolaires et langagières et que des questions étiquetées comme politiques sont en jeu. D'où le décalage entre la position centrale qu'elle occupe dans la vie sociale du quartier et la position toujours marginale qui est la sienne dans la vie municipale, où elle aimerait pourtant jouer un rôle de premier plan. Qu'elles aient été ou non provoquées par l'enquêteur, les situations où Mounira s'est retrouvée contrainte de prendre la parole en public ont suscité le même comportement de retrait et c'est lui qui, de ce fait, mérite de retenir l'attention.

Les dispositifs d'enquête par groupes permettent ainsi de repérer et de donner sens à ce type de comportements relevant de la présence discrète dans l'espace public (Agar et MacDonald, 1995 ; Hollander, 2004). Par comparaison avec les entretiens individuels qui relèguent ceux qui se taisent dans l'en-dehors de l'enquête, les entretiens collectifs ménagent une place aux individus moins prédisposés que leurs proches à s'affirmer devant des tiers et à accorder des entretiens, mais qui, protégés par eux, les suivent malgré tout dans cette expérience, tout en demeurant au second plan. Ces entretiens valent donc autant pour la parole qu'ils libèrent que pour les mécanismes de censure à l'œuvre dans les petits groupes qu'ils réactivent et permettent donc d'identifier et d'analyser. Or, dans tous les domaines de la vie sociale où le silence et l'indifférence sont plus fréquents que l'intérêt et la prise de parole, il peut se

(35) Selon les catégories de Hirschman (1970).

Céline BRACONNIER

révéler utile de comprendre qui parle, qui se tait, pourquoi, avec quels effets. Sa participation à des conversations de voisinage dans un quartier populaire de l'agglomération bordelaise permet à Goulet (2010) de mettre en cause l'idée répandue depuis les travaux de Lazarsfeld selon laquelle les leaders d'opinion obtiendraient un ralliement à leurs vues des moins politisés d'entre les citoyens. L'acquiescement sans conviction, les silences gênés, l'évitement repérés dans les discussions produisent selon lui une apparence de consensus dont il est probable qu'il n'a aucune consistance véritable. Il dissimulerait plutôt une certaine diversité des convictions intimes et une capacité des taiseux de résister à l'influence de ceux qui parlent haut et fort. La sphère des relations familiales et amicales est celle où, par comparaison, se forment les croyances, les identités, les habitus. Certes, rien n'interdit de penser qu'une fois dans l'isoloir une femme dont on observe qu'elle adopte les positions politiques de son mari, s'estimant incompétente devant lui mais pas forcément au fond d'elle-même, jouisse pleinement de sa liberté de vote les jours de scrutins et produise un choix non conforme. Nous avons aussi rencontré aux Cosmonautes une mère septuagénaire dissimulant à sa fille le vote en faveur du Parti socialiste qu'elle venait de produire aux élections municipales de 2008, alors que ses enfants semblaient exiger d'elle le respect d'une fidélité familiale au Parti communiste. Si, par définition, le secret des urnes demeure impénétrable pour le chercheur comme pour les proches des électeurs, fragilisant par avance toute analyse des effets que sont censés produire les discours des « animateurs de discussions » sur le choix des autres, du moins le repérage des inégalités de ressources et de position au sein des entourages permet-il de « réduire la marge de l'incertitude » (Dogan, 1965, p. 435) concernant les modalités de production des comportements.

Prise à partie par de jeunes garçons à la sortie du bureau de vote de Saint-Denis, nous réalisons un entretien avec eux au cours duquel la division des rôles au sein du groupe est évidente. Alors que le meneur (A.), qui n'est pas inscrit sur les listes électorales, fait de son retrait de la vie civique un signe de fierté identitaire, deux de ceux qui l'entourent (C. et D.) sont gênés de révéler leur inscription et nient une participation pourtant avérée par les listes d'émargement pour l'un d'entre eux. Autant que leur comportement électoral, c'est le fait qu'ils le dissimulent devant leurs pairs qui permet de comprendre le rapport ambigu qu'ils entretiennent à l'acte de vote. Porteurs d'un habitus clivé, la plupart de ces jeunes gens sont partagés entre le désir d'intégration, dont la participation électorale constitue manifestement l'un des signes visibles, et l'attirance pour des pratiques déviantes qui les distinguent et au profit desquelles fonctionne le rappel à l'ordre du meneur à l'occasion de la situation d'enquête.

« Nous : Et vous, y en a aucun qui est inscrit sur les listes ?

C. : Moi, j'suis inscrit.

A. [s'adressant à C. sur un ton réprobateur] : T'as ta carte d'électorale ? Moi, j'ai pas ma carte !

D. : Moi, j'vote pas.

Nous : Pourquoi ?

D. : J'm'en bats les couilles.

Nous : Pourquoi ? Vous pensez que ça change rien ?

85

Revue française de sociologie

D. : Ça change rien à ma vie. Non ! Que ce soit Sarkozy ou l'autre, ça sera pareil. Même Napoléon, ils le r'mettent : ça s'ra pareil ! Non mais, ça va changer quoi pour nous ?

Nous : Non mais y a des gens qui ont peur par exemple, et qui pensent donc que ça peut changer quelque chose.

D. : Moi, j'ai peur que d'Dieu.

Nous : Mais vous êtes pas inscrit, vous ?

D. : Si, mais ça m'sert à rien.

Nous : Vous, vous avez été inscrit automatiquement ?

D. : Ouais.

Nous : Et même au premier tour, vous n'y êtes pas allé ?

D. : Non !

Nous : Mais vous allez regarder quand même les résultats ou pas ?

D. : Même pas ! J'vais jouer au foot, j'ai pas le temps. »

Lors de cet entretien qui durera 46 minutes, nous tenterons en vain de percer le secret de ce comportement, faute de parvenir à résister aux pressions exercées par le meneur pour recentrer les échanges sur des thèmes mieux à même de manifester l'emprise qu'il veut se voir reconnaître sur le quartier. Dans un entretien collectif, la relation de domination dans laquelle sont traditionnellement pris l'enquêteur et l'enquêté laisse la place à un leadership exercé au sein même du groupe des enquêtés par l'un d'entre eux, qui se saisit de l'instrument mis à sa disposition – l'enquête et sa série de questions – pour réinvestir son rôle dominant et réaffirmer les valeurs du groupe.

Au début de l'entretien, Louis et Serge, sexagénaires amis de longue date, répondent de façon disciplinée à nos questions, chacun à tour de rôle. Puis, prenant de l'assurance, Louis commence à interrompre Serge pour l'inciter à préciser ses dires, substituant ses relances à celles de l'enquêteur. Et bientôt, c'est un dialogue entre les deux amis que nous suivons, avec Louis dans le rôle de celui qui mène l'enquête et Serge de celui qui répond, résistant avec plus ou moins de ténacité à la volonté manifeste de son vieil ami de lui faire dire ce qu'il ne dira qu'avec réticence. Alors que Serge, policier en retraite, vote à droite, Louis, ancien ouvrier un temps syndiqué, vote à gauche et tient absolument à faire dire à son partenaire habituel de discussion politique que Joxe fut un bon ministre de l'Intérieur, ce qu'il finira par reconnaître à demi-mots (36). En observant cette prise de rôle par Louis et la façon dont il parvient, en douceur, à obtenir la reddition de son ami, l'enquêteur devenu spectateur recueille donc de quoi comprendre les jeux d'influences animant les échanges politiques qu'ont régulièrement ces vieux complices. On dispose donc, avec l'entretien collectif, d'un outil particulièrement adapté au repérage des rapports de domination au sein des entourages et à la compréhension de ce qui fonde pratiquement le leadership quand il est question de politique dans le monde profane, en tout cas en situation d'entretien. On adopte alors le postulat selon lequel celui qui, dans un couple, au sein d'un groupe de pairs ou au sein d'une famille interrogés par l'enquêteur va progressivement affirmer son emprise sur le déroulement de l'entretien ne fait que réactiver le rôle habituel qu'il occupe au sein de ce groupe quand la politique est en jeu.

(36) Enquête famille et politique Val-d'Oise 2009, entretien avec Louis, 58 ans, bijoutier, Serge, 59 ans, policier à la retraite, le 17 mai 2009.

86

Le leader politique profane est aussi celui qui, s'érigeant spontanément en porte-parole du groupe, parle en son nom. Loin de ne répondre qu'à titre individuel aux questions qui lui sont posées, il monte en généralité pour porter la parole de tous (Boltanski, 1990). Quatre cadres âgés d'une cinquantaine d'années, liés d'amitié, disent les difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur profession du fait des nouvelles règles de management introduites au sein de leur entreprise. Même si l'enquêteur tente au départ de distribuer les tours de parole de façon équitable, c'est Hubert qui, presque immédiatement, prend la « tête » de l'entretien, répond le premier, conclut pour les autres, relance les questions, commente les réponses et parle au nom de tous :

« Nous : Vous vous sentez épanouis dans votre travail ?

Hubert : Non.

Éric : Non.

Xavier : Non.

[Pas de réponse de Frédéric].

Hubert : Il y en a un qui ne veut pas être enregistré... [rires]. Il essaie d'éclore pour l'instant donc, savoir s'il est épanoui, il ne sait pas encore. Non, on n'est pas totalement épanouis, parce que, de par la structure européenne aujourd'hui et de nos dirigeants, on est un peu contraints et forcés d'être dans des timings et on travaille un peu le nez dans le guidon et on est restreint dans notre créativité. On n'a pas le temps d'être créatifs. » (37).

Des travaux récents de nature expérimentale mettent l'accent sur l'origine proprement politique du leadership politique dans le cadre de discussions entre citoyens ordinaires. Huckfeldt et ses collègues ont ainsi montré que la perception, par les moins politisés, d'une certaine forme de hiérarchie des compétences les rendait réceptifs aux propos tenus par des proches plus « experts » qu'eux-mêmes (MacClurg, 2006 ; Ahn, Huckfeldt et Ryan, 2007). On repère aisément, en entretien collectif, des différences de politisation entre enquêtés. Elles se traduisent, notamment, par une capacité très différenciée, au sein d'un groupe de proches, à connaître les candidats à une élection, à se souvenir de ses votes passés, à comprendre les enjeux des différents types de scrutins. Les entretiens confirment donc le fait que les groupes informels, même socialement homogènes et reposant sur des liens forts, réunissent des individus politisés – ne serait-ce qu'*a minima* – et d'autres qui peuvent l'être beaucoup moins. Or, quasi systématiquement, c'est le plus politisé qui apparaît comme le guide politique du groupe et celui qui l'est le moins qui adopte une position de retrait.

Si Atem et Amed sont frères, ils ne disposent ainsi pas des mêmes ressources scolaires puisqu'Atem entame un 3^e cycle de droit alors qu'Amed, chauffeur de taxi, ne dispose même pas du baccalauréat. Cette inégalité de diplômes est à l'origine d'une inversion familiale des rôles qui provoque un certain malaise. Alors que son statut d'aîné devrait lui garantir un rôle de guide, Amed est dans la situation d'être corrigé par son jeune frère en matière politique.

(37) Enquête travail et politique Val-d'Oise 2010, entretien avec Hubert, Éric, Xavier, Frédéric, la cinquantaine, tous quatre cadres commerciaux dans une entreprise internationale du secteur de l'imagerie, mai 2010.

« Nous : Connaissez-vous votre député ?

Amed : Huchon.

Atem : Non, ce n'est pas Huchon, c'est Pierre Cardo.

Nous : Connaissez-vous votre maire ?

Amed : Je ne connais plus son nom, je sais qu'elle est de droite.

Atem : Catherine Arenou.

Amed : Oui, voilà ! » (38).

Amed finira d'ailleurs par marquer ses distances au cours de l'entretien, manifestement humilié par la répétition de situations où les inégalités de compétences sont mises en évidence. On s'aperçoit ainsi que les degrés dans la politisation peuvent dissimuler, comme ici, des différences de ressources entre les discutants, qui pourraient donc bien constituer les variables explicables cachées des influences exercées.

Dans un tout autre milieu, Loïc et Stéphane, devenus amis au cours de leurs études de droit, sont « montés » ensemble dans la capitale, où ils continuent de partager un appartement en colocation. Tous deux fiscalistes travaillant dans la fonction publique, ils revendiquent une appartenance à des camps politiques opposés. Que leur amitié abrite des processus d'influence électorale relève pourtant de l'évidence. Héritier d'une famille de droite et lui-même fidèle à ce camp, Stéphane a manifestement été dissuadé par son ami de voter en faveur de la candidature de Nicolas Sarkozy aux présidentielles. On peut donc imputer son choix final de voter en faveur de François Bayrou aux longues et fréquentes discussions qu'il a eues avec son colocataire. Même s'il n'a pas voté pour lui, Stéphane raconte aussi volontiers l'admiration qu'il éprouve pour la gestion que Bertrand Delanoë a faite de sa ville. Ces glissements de positions peuvent *a priori* être rapportés à une différence relativement marquée de politisation. Alors que Stéphane prend plaisir à regarder de temps en temps des débats politiques et qu'il possède une bonne connaissance du champ politique institutionnel, Loïc est manifestement passionné et dispose d'une culture de l'actualité politique identique à celle d'un professionnel. Il entretient une mémoire précise du vote de ses proches et de leur participation qui force l'étonnement des intéressés comme du chercheur. Mais, contrairement aux apparences, le domaine politique n'est pas celui où s'enracine l'inégalité entre les deux hommes. Ce que l'on enregistre ici ne fait que prolonger, en réalité, des différences marquées dans des trajectoires professionnelles, qui, malgré leur apparente proximité, sont bien distinctes. Loïc occupe un poste de direction au sein d'un ministère, où il contribue, par ses compétences juridiques rares, à la rédaction des propositions de lois. C'est le théoricien du groupe, celui que sa position gouvernementale consacre comme ayant le mieux réussi professionnellement. Le travail de Stéphane consiste notamment à vérifier que les textes que son ami participe à produire sont effectivement respectés dans la pratique. C'est un homme de terrain. S'il est indéniablement moins passionné par la politique que son ami, ce qui explique sans doute une moindre compétence, la position d'écoute attentive

(38) Enquête famille et politique Val-d'Oise 2010, entretien avec Amed, 35 ans, chauffeur de taxi, Atem, 24 ans, étudiant en droit, mai 2010.

Céline BRACONNIER

qu'il adopte lors des discussions politiques qu'il a avec lui prolonge indéniablement des inégalités de position professionnelle qui se révèlent donc fortement structurantes. Elles prolongent d'ailleurs sans doute elles-mêmes des différences de milieux, Stéphane étant issu d'une famille moins bien dotée en capitaux économique et culturel que son ami.

*
* *

Les entretiens collectifs *in situ* ne sont pas des *focus groups*, dans lesquels des enquêtés qui ne se connaissent pas sont invités par des chercheurs à discuter sur un thème en laboratoire (39). S'ils sont assurément proches des entretiens de type ethnographique en ce qu'ils consistent à interroger, dans le cadre d'enquêtes de longue durée, des individus dans leur environnement quotidien (chez eux, au bureau, au café, au jardin) sur leur parcours familial, professionnel, résidentiel, politique, ils s'en distinguent toutefois du fait de leur nature collective. D'une part, en neutralisant les effets de censure exercés par les normes socialement dominantes, ils favorisent l'expression d'une parole à l'échelle où les conversations se produisent dans la vie sociale ordinaire. D'autre part, ils ménagent une place pour ceux qui sont le moins prédisposés à prendre la parole et qui puisent dans la présence de l'autre la force d'affronter cette épreuve. S'adressant à la fois à un enquêteur et à un proche susceptible de réagir à ses propos, l'enquêté flanqué d'un double ne coconstruit pas non plus sa relation au chercheur de la même façon que lorsqu'il est en face à face avec lui. Les paroles proférées comme les attitudes adoptées dans ce cadre sont d'une nature particulière, plus proches de celles entendues et observées par l'ethnographe dans le cadre de conversations informelles qu'il peut avoir avec des groupes de pairs que de celles recueillies dans le cadre d'une relation individuelle avec un enquêteur. En outre, les données produites ménagent une mise en abyme particulièrement propice à l'analyse du rôle des interactions dans la production des comportements puisque l'enquêteur est en mesure d'observer des relations entre des individus à propos desquelles il peut aussi les questionner. Le contexte « conversationnel » ménagé par la situation d'enquête est donc susceptible, dans ce cas, d'éclairer les modalités de fonctionnement du contexte microenvironnemental dans lequel les enquêtés évoluent au quotidien et dans lequel ils produisent, entre autres, leurs votes (ou leur abstention).

Si l'entretien collectif *in situ* permet donc de produire des données susceptibles d'enrichir, en le diversifiant, le corpus qui alimente une enquête de terrain, il ne permet toutefois pas plus qu'aucune autre méthode, à lui seul, d'épuiser la complexité du monde social. Ce plaidoyer en faveur de l'usage

(39) Nous souscrivons aux observations de Lefebvre (2011) concernant la confusion induite par l'usage multiforme du terme *focus group* dans la littérature anglo-saxonne. Lefebvre propose de clarifier les choses en faisant du *focus group* un cas particulier d'entretien collectif, cette dernière désignation devenant donc générique. En ajoutant un qualificatif (*in situ* ou ethnographique) à ce terme, nous avons essayé de mettre en lumière les caractéristiques d'un type particulier d'entretien collectif auquel on s'était jusque-là peu intéressé même si on le pratique depuis longtemps.

Revue française de sociologie

d'un type d'entretien ne prend donc sens que dans le cadre plus large d'une incitation à diversifier, au sein d'une même enquête, les outils de production des données. Comme la variation des échelles (Revel, 1996), celle du nombre d'enquêtés interrogés ménage une compréhension plus approfondie des comportements, dont chaque facette mérite la mise en œuvre de l'instrument le plus approprié.

Céline BRACONNIER

Université de Cergy-Pontoise
33, boulevard du port
95000 Cergy-Pontoise
celinebraconnier@yahoo.fr